Congrés de la FGF FO, interventions de délégués (paru dans FO hebdo)

....Comme ailleurs les administrations restructurent leurs services en Bretagne explique Stéphane Chabot. Le nombre de perceptions diminuent par exemple. L'administration renvoie ses usagers à l'utilisation d'internet. Or les personnes âgées n'ont pas toutes internet. Privilégier avec une telle outrance les services en ligne c'est accroître l'isolement de certaines catégories de personnes. Les plus démunies par exemple. En quatre ans, sept trésoreries ont été perdues dans le département de Charente. A Angoulême, la direction des finances publiques a demandé aux agents de ne pas être trop accueillant avec les contribuables afin qu'ils aillent plutôt chercher les renseignements sur les services en ligne...

Mobilité : retrait du projet d'ordonnance

Signe du manque de moyens des administrations y compris celles déclarées désormais comme prioritaires, les policiers ont 600 heures de repos à récupérer à Angoulême. Quant aux agents des services pénitentiaires, ils n'ont pas passé de visites de médecine du travail depuis huit ans.

Alors que les délégués de la FGF-FO apprennent au cours de ce congrès l'existence de deux circulaires ministérielles à paraître prochainement et consacrées à la question du temps de travail dans la fonction publique, **Sylvie Dubarry** (**Hautes-Alpes**) demande comme nombre de délégués FO un retrait du projet d'ordonnance sur la mobilité des fonctionnaires. La militante liste aussi pour son département les conséquences dramatiques des réformes et des diminutions de crédits. Par le plan préfectures nouvelle génération (PPNG) s'indigne la militante, les missions disparaissent dans les préfectures. Par ailleurs, la DGFIF (finances publiques) est, elle, exsangue au plan des effectifs. Au sein de l'établissement ONF (office des forêts) la tension des agents est palpable. Par la réforme du régime indemnitaire Rifseep, des agents de catégorie B peuvent en effet se retrouver dans des groupes de fonctions de catégorie C.

La crainte de la territorialisation

Du côté des personnels administratifs des services extérieurs de l'Éducation (SPASEEN-FO), l'humeur est aussi plutôt maussade. On vit insidieusement les réformes, notamment les réformes territoriales explique Cyrille Lama. Il y a désormais des rectorats de régions académiques et derrière ces nouvelles structures se cachent les suppressions de missions et de postes indique le militant s'inquiétant de ces attaques contre l'Éducation qui devient territorialisée.

Si les fonctionnaires sont attachés au statut général et aux statuts particuliers de corps (domaines professionnels) c'est notamment parce que c'est le statut qui garantit l'indépendance des agents rappelle Norbert Trichard pour les directeurs et professeurs des écoles FO. Le délégué s'inquiète de l'offensive du gouvernement pour une territorialisation de l'école. Il s'inquiète d'une suppression visée des programmes nationaux.

Les revendications salariales

L'avenir des implantations territoriales de l'Insee (statistiques et études) reste lui incertain explique de son côté Patricia David. L'Insee a été propulsé dans l'œil du cyclone de la réforme territoriale. Le nombre des implantations régionales est passé de vingt-deux à treize, soit le nombre de nouvelles régions.

Le *statu quo* actuel sur le nombre d'implantations ne garantit rien explique la déléguée évoquant comme d'autres militants la souffrance des agents, totalement désorientés par ces réformes et subissant qui plus est une surcharge de travail due aux diminutions chroniques des effectifs. Actuellement le personnel de l'Insee fait circuler une pétition pour demander le maintien de toutes les missions dévolues au site de Limoges particulièrement menacé.

La hausse de la valeur du point (1,2% en deux temps) équivaut à un simulacre de mesures puisque dans le cadre du PPCR les carrières sont allongées et les promotions de plus en plus bloquées souligne encore Patricia David notant qu'au sein de l'Institut les agents perçoivent 1 700 euros net par mois après vingt ans de service. Il faut sortir de ce congrès avec une revendication claire concernant la revendication salariale souligne de son côté Hubert Raguin pour le secteur de l'Education (FNEC-FP-FO). Dans la résolution générale les délégués ont inscrit la revendication d'une hausse générale des salaires/traitements à hauteur de 16%.

Pour le secrétaire général de la FNEC-FP-FO, les fonctionnaires FO ont en charge la défense du statut général de la fonction publique au compte de toute la classe ouvrière. La FGF a bien fait de soutenir l'action du 7 mars

qui a été un succès souligne aussi Hubert Raguin rappelant que la destruction des hôpitaux, c'est la même chose que la destruction de l'école.

La résistance contre les réformes

Il ne faut rien lâcher insiste Edith Bouratchik (lycées et collèges FO) évoquant la vraie/fausse création de 60 000 postes dans l'Enseignement en cinq ans. La déléguée liste elle aussi les dégâts du PPCR (plan carrière et rémunérations) sur la carrière des agents. Un professeur certifié avec cinq ans d'études commence sa carrière à 11% au-dessus du Smic. Avec le PPCR, il va rester longtemps à ce niveau. Le nombre de démissions d'enseignants a été multiplié par trois au cours de ces dernières années indique-t-elle précisant que la réforme de l'évaluation n'y est pas pour rien.

Pestant contre les gouvernements successifs qui ne cessent d'attaquer les statuts de la fonction publique, François Deneux (FO Equipement et Environnement/SNP2E-FO) fustige les réformes (PPCR, Rifseep...) et leurs acronymes qui symbolisent à eux seuls cette volonté de mettre la fonction publique à terre. Le jeune syndicat FO créé en 2016 a appelé les personnels d'exploitation des Parcs et ateliers à la grève le 7 mars. On a décidé de montrer les dents et de résister. Les agents demandent notamment des recrutements et l'ouverture de négociations pour une évolution statutaire.

Contrer l'individualisation des droits

La réforme PPNG portant sur les préfectures modifie les missions de celles-ci notamment en leur ôtant la mission d'accueil du public pour la délivrance de certains titres (carte grise...). Titre dont le traitement sera effectué ailleurs. Quarante-sept centres d'expertises (CERT) répartis sur le territoire prendront en effet le relais de ces anciens services des préfectures.

Ces CERT seront dotés d'une quarantaine d'agents chacun auxquels s'ajoutent des petits CERT d'une dizaine d'agents explique Christine Marot (FO-Préfectures). La réforme PPNG se décline bien sûr comme d'autres sous le signe de l'abaissement des moyens.

La mode de la « Full démat »

Les fonctionnaires deviendront-ils interchangeables en fonction des restructurations, des suppressions d'emplois, d'une mobilité fonctionnelle ? s'interroge Hélène Fauvel (Finances publiques/DGFIP-FO). Alors que 2 000 emplois sont perdus en moyenne par an dans les ministères économiques et financiers, il y a un repli généralisé du réseau décentralisé de la DGFIP.

Cette saignée dans les effectifs est servie par une dématérialisation des procédures appelée de manière plus chic par la hiérarchie ministérielle full démat. Cela a pour but principal de réduire les coûts d'affranchissement lors des échanges avec les usagers indique Hélène Fauvel s'indignant par ailleurs de la réforme du prélèvement à la source. Cette réforme qui ne sert à rien privatise la collecte de l'impôt. Bilan, c'est un pan entier de nos missions qui s'en va.

Les agents de la DGFIP ont exprimé par une grève nationale le 30 novembre dernier leur refus de ces réformes et restructurations destructrices. En Gironde rappelait Jean-Yves Denopces on comptait 30% de grévistes dans les services financiers.

Dans l'Hérault soulignait de son côté Gisèle Amouroux, la DGFIP a enregistré 300 pertes d'emplois ces dernières années le manque de personnels entraîne beaucoup de problèmes psycho-sociaux chez les agents qui restent indique la militante notant que la réforme territoriale a impacté 1 500 agents dans le départements et conduit à une mobilité forcée de ces agents.

Le service public : le patrimoine des pauvres

Le 7 mars dernier, bien au-delà des seuls hospitaliers, beaucoup d'agents des fédérations du public ont participé à la journée de grève et de manifestations. Représentant de la section FGF-FO de la Haute-Loire, Roland Thonnat évoque ainsi par exemple la cinquantaine de militants, dont des enseignants, venus manifester à Paris pour demander entre autres le retrait de la loi sur les GHT (groupements hospitaliers territoriaux). Suppressions de postes, restructurations... le secteur des douanes a particulièrement été touché ces dix dernières années rappelle Marie-Jeanne Catala, secrétaire générale du SND-FO . A Clermont-Ferrand où FO organisera une manifestation de protestation le 23 mars il ne reste qu'une structure douanière sur les vingt-trois qui existaient auparavant.